Le parti Uprona se réunifie et exclut deux de ses ténors

@rib News, 29/01/2014 Le parti Uprona a annoncé mardi la réunification de tous les membres de l'Uprona institutionnel et ceux du groupe dénommé « Courant de réhabilitation du parti Uprona ». Pr Charles Nditije, président de l'Uprona, et Pr Evariste Ngayimpinda président du Courant de Réhabilitation de l'Uprona, se sont assis ensemble pour animer une conférence de presse au siège du parti, une première depuis 2010. Qualifiant Gaston Sindimwo, Secrétaire général du parti Uprona et Pr Bonaventure Niyoyankana, ancien président de l'Uprona, de « traitres au service du parti au pouvoir », Charles Nditije a souligné qu'aucune personne ne sera plus tolérée si elle se lance dans les actes de déstabilisation du parti de l'indépendance.

Le président de l'Uprona a souligné que les deux hommes ont tenté de presser la Cour Suprême à étudier un cas qui opposait les deux groupes, alors que les concernés venaient de retirer le dossier de la Cour Suprême. Le processus de réunification du parti Uprona avait été entamé il y a plus de deux ans, mais avait été bloqué par le président du parti Bonaventure Niyoyankana, qui dirigeait ce parti lors des élections de 2010. Considéré comme plus proche du pouvoir CNDD-FDD que son propre parti, Bonaventure Niyoyankana est perçu comme l'ennemi de son propre parti et au service du régime de Nkurunziza. C'est ce même régime qui est accusé de voter des lois qui menacent les intérêts du parti Uprona, selon toujours Charles Nditije dans sa conférence de ce mardi au siège de son parti. Les personnalités de Niyoyankana et Sindimwo mises en cause Bien que Gaston Sindimwo, Secrétaire de ce parti Uprona avait été choisi pour conduire, avec Nditije, les destinées de cette plus vieille formation politique, aujourd'hui il est perçu comme l'ennemi du parti au point d'en être chassé. Une source des coulisses de ce parti Uprona explique que « Gaston Sindimwo est plutôt un congolais dans la commune urbaine de Nyakabiga d'un père congolais et d'une femme rwandaise ». Selon notre source, la question était de savoir comment cet homme, d'un niveau intellectuel relativement bas, ce serait imposé dans cette formation de l'Uprona alors qu'il est un étranger. Mais la réponse est aussi disponible dans la bouche de cet ancien député de l'Uprona. « Il n'est pas le seul dans ce pays à avoir eu la nationalité illégalement. Même dans les rangs du régime il y a des Congolais et des Rwandais qui sont actuellement dans les sphères de décision du parti CNDD-FDD ». Quant à Bonaventure Niyoyankana, son rejet remonte à 2010 quand le parti Uprona, qui était la porte d'entrée de l'ADC-Ikibiri, (une coalition de l'opposition) a décidé de maintenir la participation de l'Uprona aux élections 2010 alors que la plupart des partis de l'opposition venaient de quitter le marathon électoral. Des sources proches de ce parti et des médias burundais disent que « Niyoyankana a empoché une somme de plus de 300 millions de francs burundais de la part du parti au pouvoir ». Outre ces accusations difficiles à vérifier, Niyoyankana est accusé par ses pairs d'avoir tissé des relations personnelles avec le régime pour avoir des privilèges personnelles et il risque même des sanctions. Etant député, une source de l'Uprona nous a révélé que l'ancien président de l'Uprona risque de perdre son siège. En effet, suite à une loi, qu'il a lui-même soutenu sur la radiation des députés qui sont exclus de leurs partis, Niyoyankana, une fois radié de son parti, va automatiquement perdre son siège de député. Non au troisième mandat de Pierre Nkurunziza Alors que Pierre Nkurunziza s'apprête à forger une loi pour pouvoir briguer un troisième mandat, le parti Uprona ne mâche pas les mots. Charles Nditije, appuyé par Evariste Ngayimpinda, dit que Nkurunziza va mettre fin à son séjour au palais présidentiel en tant que président de la République en 2015. Pas question de discuter sur les ont martelé les deux hommes assis côte à côte au siège de l'Uprona. Selon eux, les accords d'Arusha, la Constitution burundaises et autres logiques politique, sont claires : « nul ne peut exercer plus de deux mandats » en tant que président de la République. [JMM]